

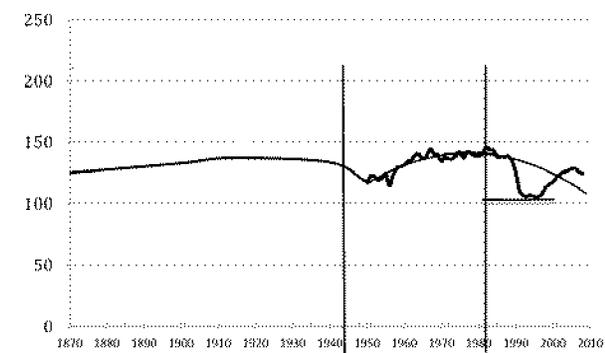
Hongrie en « rattrapage » indéterminé

József Böröcz¹

L'effondrement du socialisme d'État en Europe centrale et orientale a été à l'origine d'une épidémie d'optimisme modernisateur. Premier symptôme, une ignorance soudaine des complexités de l'histoire de l'Europe orientale en termes de géopolitique et d'économie politique. Et trois attentes hyperboliques.

Premièrement : il était largement admis que l'instauration de la démocratie formelle représentative allait congeler les enjeux et les intérêts disparates portés par les différents segments des sociétés régionales à l'intérieur d'un ensemble cohérent et légitime d'autorités démocratiques. Deuxièmement : l'« intégration euro-atlantique » – adhésion à la fois à l'OTAN et à l'Union européenne – fournirait un degré suffisant de stabilité à l'extérieur pour assurer un avenir « européen prévisible et prospère ». Et enfin troisièmement émergea la croyance que la liquidation des caractéristiques institutionnelles et organisationnelles du socialisme d'État – présentées sous l'angle exclusif d'un système de contraintes – allait à tel point relancer les économies régionales que celles-ci « rattraperaient » l'Europe occidentale. Un dernier espoir qui était supposé expliquer le caractère notablement pacifique des transformations.

HUNGARY'S PER CAPITA GDP (AS % OF WORLD MEAN). BEFORE, DURING AND AFTER STATE SOCIALISM. SELECT TIME POINTS (% OF WORLD MEAN GDP/CAP)



Shawry • Mincsova

Il y a beaucoup à dire sur les nombreuses simplifications, les imprécisions empiriques et les défauts logiques qui marquaient semblables prévisions. Je vais prouver ici que ces attentes n'ont pas résisté à l'épreuve de l'histoire et m'attacher plus précisément au cas hongrois (une société qui était considérée en

1. Professeur de sociologie, Rutgers, State University of New Jersey ; Research Professor, PhD-Program in International Studies à la Pázmány Péter Catholic University (Hongrie) ; l'auteur a bénéficié pendant la rédaction de l'article qui suit d'une bourse du Zentrum für Höhere Studien et du Geschichtswissenschaftliches Zentrum für die Geschichte und Kultur Osteuropas, Université de Leipzig.

1989 par de nombreux observateurs comme une des plus *market-ready* (des mieux préparées à l'économie de marché) et des plus CE- compatibles d'Europe de l'Est.

Comme le montre le graphique, la Hongrie du postsocialisme d'État ne présente pas le moindre signe de « rattrapage » en termes de PIB *per capita*². La réalité, c'est que la seule phase qui ressemble à un redressement dynamique est celle de la première moitié de la période socialiste d'État, avec un pic du milieu des années 1970 au début des années 1980. La période postsocialisme d'État fut marquée par un effondrement initial de sorte que durant les trois premières années consécutives à 1989 le PIB *per capita* du pays tomba de 135 à 107 % par rapport à la moyenne mondiale (soit environ 10 % en dessous de sa position en 1950), une perte annuelle de 9 % en moyenne. La reprise qui s'initia en 1995 est toujours censée ramener le pays à la position qui était la sienne dans le monde la dernière année de socialisme d'État³, laquelle résultait elle-même d'un déclin par rapport à la décennie précédente⁴. Pour replacer semblables ambitions de « rattrapage » dans le contexte approprié, l'Europe occidentale présentait en 2008 selon l'historien de l'économie Angus Maddison (cf. note 2) un PIB *per capita* d'approximativement 285 % de la moyenne planétaire, soit un chiffre situé quelque part entre les estimations pour la France et l'Espagne, donc plus de deux fois et demie le niveau hongrois. La Hongrie n'ayant donc absolument pas « rattrapé l'Europe occidentale ».

Le « rattrapage » était supposé garanti par un certain nombre de mécanismes économiques. L'adhésion à l'Europe étant censée être la clef de voûte. Du point de vue des tenants à l'époque intellectuellement hégémoniques de l'économie néoclassique, c'est dans le cadre du commerce international que se manifestaient en dernière instance les « situations *win-win* » pour toutes les parties impliquées. Le commerce international en tant que « moteur de la postérité », telle était la thèse défendue non seulement par le très néolibéral Cato Institute⁵ et par nombre de gouvernements américains, mais notamment aussi par la Commission européenne⁶.

2. Les chiffres du PIB et du PIB *per capita* utilisés dans l'article se fondent sur la magistrale compilation établie chez l'historien de l'économie Angus Maddison (aujourd'hui disparu) à partir de l'histoire des populations et de celle des PIB/PIB *per capita*. Pour plus de détails, cf. Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD*, www.ggdc.net/MADDISON/Historycal_statistics/horizontal-file_02-2010.xls, 28 April 2012.

3. Pour une approche plus aisée, voir la ligne horizontale qui marque le niveau de 1989 sur le graphique 1.

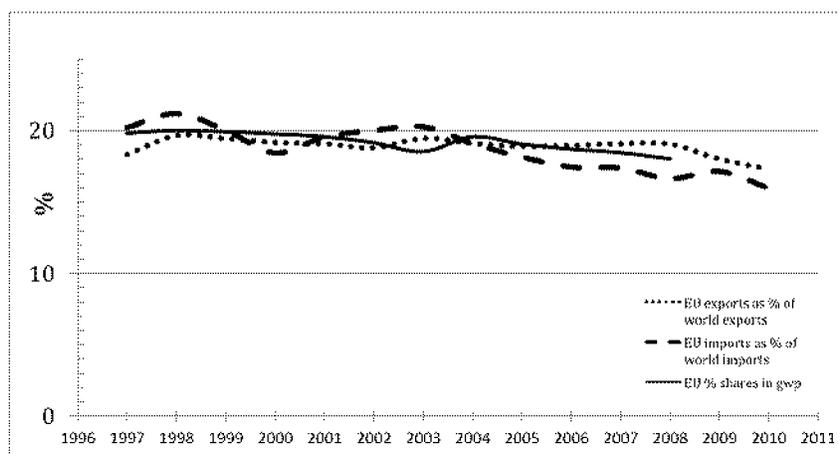
4. Cf. József Böröcz, "Notes on the Deep Political Economy of Post-State-Socialism", in Dorothy Solinger, Nina Blandej (éd.), *Socialism Vanquished, Socialism Challenged, Eastern Europe and China (1989-2011)*, New York, Oxford University Press, à paraître ; ce schéma d'une chute brusque suivi par une lente reprise conçue reprendre à terme les niveaux de départ se répète dans 24 des 26 autres cas de transformation du postsocialisme d'État. Les deux exceptions (la reprise ayant déjà porté l'économie légèrement au-dessus de la position qui était la sienne au cours de la dernière année de socialisme d'État), soit la Pologne et la Slovaquie, méritent un examen approfondi. Mais même dans ces deux cas de moindre décalage relatif, il n'est pas possible de parler de "rattrapage" de l'Europe occidentale dans un avenir proche.

5. Cf. Charles P. Kindleberger, "International Trade and National Prosperity", *Cato Journal*, 3, 3 (hiver), 1983-84, p. 623-637 ; "Il faut prendre le parti d'évaluer vers la liberté des échanges et la compétition internationale, de même que d'édifier des institutions susceptibles d'appliquer équitablement des réglementations uniformes, des régimes tarifaires et autres, de façon à empêcher les arbitrages forcés à partir de désaccords de nature non économique".

6. Le projet de stratégie commerciale de la Commission européenne Commerce, croissance et affaires mondiales de novembre 2010 est à cet égard sans ambiguïté, le document exposant le triple bénéfice que l'Europe peut tirer du commerce :

Une fois l'adhésion à l'OTAN scellée en 1999 et l'intégration à l'UE réalisée en 2004, la Hongrie était supposée prête à « rattraper » l'« Occident » par le libre-échange avec celui-ci. D'appréhender cette histoire avec du recul en 2012, nous sommes aujourd'hui en mesure de constater si ces attentes se sont faites réalité.

EU'S SHARES IN WORLD TRADE AND GWP



SOURCE: RECONSTITUÉ À PARTIR DE EUROSTAT 2008 ET 2011; MADDISON.

L'Union européenne en tant qu'ensemble témoigne à cet égard d'une remarquable continuité. Durant la phase 1997-2010, la part de l'UE dans l'exportation et l'importation mondiale (tirets et pointillés respectifs du graphique 2) a décliné depuis un pic d'approximativement 19 % et 21 % en 1998 à un plancher de 17,3 % et 16 % en 2010. La part UE du PIB mondial (ligne continue sur le graphique 2) s'est modelée sur celle des courbes de l'exportation et de l'importation, déclinant lentement d'autour de 20 % à quelque 18 % en 2008 ⁷. Le plus important du point de vue de mon argumentation, c'est qu'il y a dans le cas de l'UE prise comme un tout un net rapport entre sa part dans les exportations/importations mondiales, d'une part, et sa part au sein du PIB mondial de l'autre : les trois variables étant sommairement de même amplitude, dès lors que le poids dans l'économie mondiale suit en gros *pari passu* le poids à l'intérieur du commerce mondial.

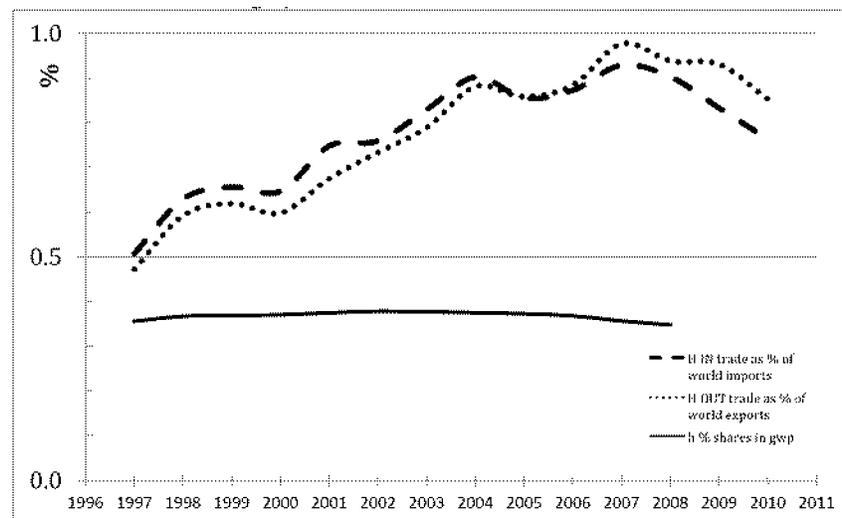
À partir de la théorie néolibérale, des prévisions et des données empiriques officielles de la Commission européenne quant à l'UE comme ensemble, on pouvait s'attendre à une brusque croissance du commerce extérieur hongrois, notamment

une croissance économique plus forte, des emplois plus nombreux et un choix plus grand pour le consommateur à des prix moins élevés. SEC [2010] 1269, <http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/november/tradoc_146940.pdf>, 28 avril 2012.

7. 2008 est la dernière année prise en compte par l'ensemble de données de Maddison, source des estimations du PIB et du PIB par capita.

depuis la pleine intégration à l'UE en 2004, et en même temps à une augmentation en flèche de son poids économique dans le monde⁸.

HUNGARY'S SHARES IN WORLD TRADE AND GWP



Source: reconstruite à partir de Eurostat 2008 et 2011; Méthode 8.

La première moitié des prévisions empiriques – une brusque croissance du commerce extérieur hongrois – s'est effectivement produite, bien que dans une phase unique et imprévue. Comme le montre le graphique 3⁹, le *take-off* (décollage) de la part hongroise dans le commerce mondial s'est enclenché dès 1997 – l'année où étaient initiées les négociations formelles avec l'UE –, mais sept ans avant que l'adhésion fût inaugurée. Il allait atteindre un premier pic local (à respectivement 0,9 et 0,88 % pour les importations et les exportations mondiales) en 2004, l'année de l'adhésion. La crise qui s'ensuivit devait réviser quelque peu ces chiffres à la baisse. Mais le plus frappant, c'est le fait que durant la phase de redressement (marquée par une hausse

8. Le poids économique est un indicateur du poids relatif d'une entité au sein de l'économie mondiale, mesuré en pourcentage de part de son PIB dans le PIB mondial. Pour plus de détails sur la logique sous-tendant cet indicateur et les différentes questions posées par son calcul, cf. József Böröcz, *The European Union and Global Social Change. A Critical Geopolitical-Economic Analysis*, Londres, Routledge, 2009.

9. Les graphiques 3 et 4 se réfèrent à l'*IN trade* et à l'*OUT trade* dans le jargon de l'UE qui évite la terminologie conventionnelle de l'« exportation » et de l'« importation » quand il s'agit de transferts à l'intérieur de l'Union. Selon les statistiques de l'UE, chaque membre connaît deux types de mouvement des biens à l'extérieur de ses frontières. Les « exportations » et « importations » se rapportent à des transactions avec des acteurs autres que les 27 membres de l'UE : les dispatches et les arrivals à des transactions avec des acteurs non nationaux au sein de l'UE à 27. C'est pourquoi *IN trade* représente sur les graphiques 3 et 4 la somme des importations et des arrivals, *OUT trade* celle des exportations et des dispatches. Cf. Eurostat, *External and intra-European trade, Statistical Yearbook-Data 1958-2007*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2009, http://app.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-01-08-001/EN/KS-01-08-001-EN.pdf, 28 avril 2012 ; Eurostat, *External and intra-EU trade, Statistical Yearbook-Data 1958-2010*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 2011, http://app.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-01-11-001/EN/KS-01-11-001-EN.pdf, 28 avril 2012.

de 0,59 à 0,97 % pour les exportations et de 0,51 à 0,93 % pour les importations entre 1997 et 2007), la part du pays à l'intérieur du PIB mondial est restée pratiquement à son plancher (la courbe montre une imperceptible augmentation de 0,35 à 0,38 % et une rechute à 0,35 % au cours des 14 années appréhendées par le graphique). En d'autres termes, alors que les exportations et les importations faisaient presque le double, la part dans le PIB mondial restait pratiquement constante – et ce à un niveau beaucoup plus bas que celle du pays dans le commerce mondial.

Or, nous assistons alors à un phénomène absolument imprévu en termes de théorie néolibérale et d'attentes officielles de l'Union européenne, de même que par rapport aux schémas globaux de l'UE. L'accession de la Hongrie à l'UE et la croissance abrupte de ses exportations/importations *n'ont pas réussi à générer une croissance de son PIB*.

On sait au moins depuis deux générations que la croissance du commerce extérieur peut ne pas générer de croissance du revenu. Comme l'avaient souligné Raúl Prebisch et Hans Singer dès les années 1940, la détérioration des termes du commerce est susceptible, dans des conditions de grande dépendance du commerce par rapport à l'extérieur, d'annuler les effets bénéfiques de la croissance économique. Quelques années plus tard, Jagdish Bhagwati allait faire écho¹⁰ à la thèse de Prebisch/Singer en posant que « la croissance paupérisante » s'obtient dans des conditions où la « détérioration des termes du commerce (...) annule l'effet bénéfique de l'expansion et réduit les revenus réels d'un pays en croissance »¹¹. Élaborée à propos des pays du « Tiers-Monde », la thèse originelle était focalisée sur les termes du commerce entre les secteurs industriel et agricole. Des travaux ultérieurs allaient établir que les termes désavantageux du commerce entre celui des matières premières/de l'énergie, d'une part, et celui des industries hautement manufacturées, de l'autre, jouait de façon similaire au détriment du premier.

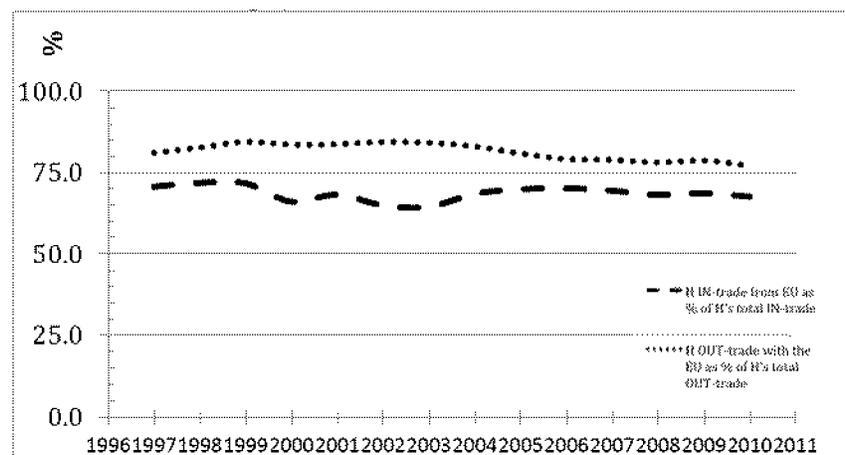
La Hongrie postsocialiste d'État de la fin XX^e-début XXI^e siècle n'était cependant ni une économie à prédominance agraire non plus qu'elle n'était dominée par des exportations de matières premières ou d'énergie. Bien au contraire : elle exportait très majoritairement – plus de 85 % en 2009 – de la mécanique¹². Nous avons ici affaire à une économie semipériphérique orientée vers l'exportation qui souffre d'une absence de croissance intérieure malgré un taux élevé de produits hautement manufacturiers dans ses industries d'exportation. L'explication de l'incapacité hongroise à convertir son implication commerciale en croissance économique doit donc être recherchée ailleurs.

10. Cf. Jagdish Bhagwati, "Immiserizing Growth: A Geometrical Note", *The Review of Economic Studies*, 25, 3, juin 1958, p.201-205.

11. *Ibid.*, p.201.

12. Selon le CIA World Factbook 2009, 55,3 % pour la mécanique et l'outillage et 30,6 % aux « autres matériels », www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/hu.html, 28 avril 2012.

HUNGARY'S TRADE CONCENTRATION ON THE EU



Source: reconstitué à partir de Eurostat 2008 et 2011; Maddison.

Une caractéristique notable de l'ancrage de la Hongrie postsocialiste d'État à l'intérieur du commerce mondial réside dans la haute concentration de ses exportations/importations sur l'Union européenne. Comme le montre le graphique 4, pour ce qui est de la période envisagée la part de l'UE dans les exportations hongroises n'est jamais tombée en dessous de 75 %. De 1997 à 2005 elle s'est toujours située au-dessus de 80 %. En matière d'importations, la part de l'UE a oscillé entre les 64,5 et les 71,7 %, ces chiffres étant légèrement moins élevés pour l'essentiel à cause du recours hongrois aux sources d'énergie ex-soviétiques, en particulier le gaz naturel et le pétrole, (donc non UE). Si l'on rapporte ces chiffres à la part de l'UE au sein du commerce mondial, la concentration géopolitique du commerce extérieur hongrois sur l'UE était de 4,2/4,6 fois plus importante quant aux exportations et de 3,18/4,23 fois plus élevée en termes d'importations. Bilan : le commerce UE-Hongrie est de 17,8 à 42 fois plus important économiquement pour la partie hongroise que pour la partie européenne. On relèvera aussi le fait qu'il n'y a pas non plus de courbe permettant de repérer une quelconque rupture ou un changement de tendance après 2004, ce qui suggère que la Hongrie était déjà pleinement intégrée dans l'orbite géopolitico-économique de l'Union européenne bien avant l'adhésion.

La grande concentration du partenariat commercial étranger reste en général un phénomène bien connu des économies (semi)périphériques ¹³. Le Programme des Nations unies pour le développement recommandant dès lors les orientations suivantes: « relance de la demande intérieure, promotion d'une diversification des

13. UNDP, "Export Dependence and Export Concentration", s. d., p. 21, www.undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20Development/Towards%20Human%20Resilience/Towards_SustainingMDGProgress_Chapter1.pdf, 28 April 2012, Chris Meitzak, "Measuring Export Concentration: The Implications for Small States", *Bank of Valletta Review*, 37, printemps 2006, p. 35-48.

exportations, renforcement de la coopération commerciale régionale ; [création d'] un environnement commercial international favorable »¹⁴.

Jusqu'en 2010, les gouvernements hongrois postsocialistes d'État avaient indépendamment de leur orientation adoptés une posture extrêmement pro-UE, pro-business et pro-business UE. Ils n'avaient pratiquement pas de politique industrielle et la subordination de toutes les questions quelles qu'elles fussent à l'intégration européenne était un dogme absolu. La ferme adhésion des élites hongroises à la supériorité du capitalisme « occidental » dans sa version « libre » économie de marché sur toute autre alternative géopolitico-économique, et donc la privatisation de l'expropriété socialiste d'État – presque tous les actifs de la production en 1989 – impliquaient des transferts à des prix (le cas échéant fortement) réduits aux investisseurs étrangers. De même qu'étaient vigoureusement encouragés les investissements en « terrain vierge » accompagnés d'engagements des gouvernements en matière d'infrastructures, sans parler des allègements fiscaux habituels.

Conséquence : une bonne partie du PIB hongrois a été transféré en direction des multinationales étrangères, en particulier celles qui étaient basées dans les pays de l'UE. Ces dernières fabriquent en Hongrie pour la réexportation dans des conditions proches des arrangements de franchise de droits connus ailleurs en tant que « zones économiques spéciales » (ZES). Comme Budapest a très tôt accepté le système juridique européen, c'est le pays tout entier qui peut être considéré comme une ZES ouverte au capital basé en UE. La transformation économique de la Hongrie postsocialiste d'État rappelait vaguement le boom des *maquiladoras* – usines d'assemblage électronique et mécanique au sud de la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Une caractéristique particulièrement décisive dans la croissance de ce secteur consiste dans le volume relativement considérable des produits importés. Les deux aspects qui attirent principalement les multinationales sont le coût peu élevé du travail et les facilités logistiques : proximité géographique à la fois aux fabricants de composants et aux marchés à l'exportation, réseau routier, fluvial et/ou ferré préexistant (dont la Hongrie était à tous égards largement pourvue). Dans ce contexte, la production locale des principaux composants n'avait plus rien de prioritaire. Leur plus-value va naturellement aux économies qui les fabriquent, pas à celles qui les assemblent.

En raison de semblable prédominance de la propriété étrangère dans ces industries d'assemblage, il y a deux secteurs locaux où du revenu local peut être généré : le salaire des ouvriers et des cadres gestionnaires ; les rentrées des sociétés de sous-traitance. Dès lors que le coût peu élevé du travail constituait un facteur clef permettant aux gouvernements d'entrer en compétition pour les investissements directs étrangers et dans la mesure où ces industries à caractère hautement mécanisé et à productivité intensive généraient relativement peu d'emploi, les effets des salaires sur le développement restaient minimes. De même pour les sociétés de sous-traitance

14. UNDP, *ibid.*, p. 29-43.

vu que les arrangements plaçaient les entreprises locales dans une position de subordination sur les plans économique, juridique et technologique face au capital multinational ; et puis les multinationales peuvent faire leur choix à l'échelle planétaire, les sociétés locales de sous-traitance étant elles au contraire soumises à de sérieuses contraintes d'ordre spatial et temporel. D'abord, l'industrie nationale héritée de la période du socialisme d'État avait donc été démantelée à travers le processus de privatisation. Ensuite elle assumait un rôle nouveau, celui d'entreprises d'assemblage majoritairement possédées par du capital étranger. Enfin, il y avait carence endémique de capital local et les opérations à plus grande valeur ajoutée de la production industrielle hongroise étaient passées sous le contrôle du capital étranger.

Par plusieurs aspects importants, l'incapacité collective des Hongrois à « rattraper » se situe à l'opposé de la débâcle grecque. Dans le cas grec, la monnaie partagée, l'euro, allait permettre à un membre moins prospère de l'Union européenne d'ajuster son budget et en particulier le coût de sa politique sociale à celle, copiée, des membres plus aisés. La Grèce inventa le paradoxe d'une crise formidable de surendettement provoquée par les gouvernements dans le contexte d'une croissance louable (avec un taux de croissance du PIB supérieur à celui du PIB mondial sur la décennie et demie précédant la crise actuelle). Or, les fonds générés par le capital privé à travers le boom touristique et le secteur naval n'ont pas été réinjectés de façon à financer la sécurité sociale, l'aménagement d'infrastructures et autres projets dont la société attendait la réalisation. Le capital intérieur se refusait à financer l'État grec et le capital non grec à l'intérieur de l'UE ne le voulait pas non plus.

L'économie hongroise était pour sa part aussi dépendante de commerce avec l'UE que l'était la Grèce – à cette différence cruciale près de l'absence d'une monnaie commune. Voilà pourquoi ses problèmes structurels ne se manifestent pas au travers du bilan mais par une incapacité à augmenter le PIB. D'où une extrême vulnérabilité de la monnaie hongroise « indépendante » à la fluctuation des taux de change qui provoque la dépression tant en termes de valeur du travail que de valeur du capital. Du moment où la valeur de la monnaie hongroise est presque entièrement fixée à l'extérieur, la marge de manœuvre des gouvernements en matière d'influence sur les processus d'accumulation à l'intérieur de « leurs » frontières, reste extrêmement étroite. L'Union européenne, avec son pouvoir supraétatique de « partage et de réunion des souverainetés des États membres », a d'une part largement enlevé aux États nationaux leur capacité à peser sur les processus économiques à l'intérieur de « leurs » territoires. Mais comme elle n'est pas à l'inverse un État, l'UE n'a pas la responsabilité morale *vis-à-vis* des États membres dont un État central doit faire montre *vis-à-vis* de ses régions ; elle ne déploie pas – et personne ne s'y attendrait – les fonctions régaliennes d'un État en matière de développement. Elle se contente de garantir la « prospérité » du moment où le « moteur » sera enclenché.